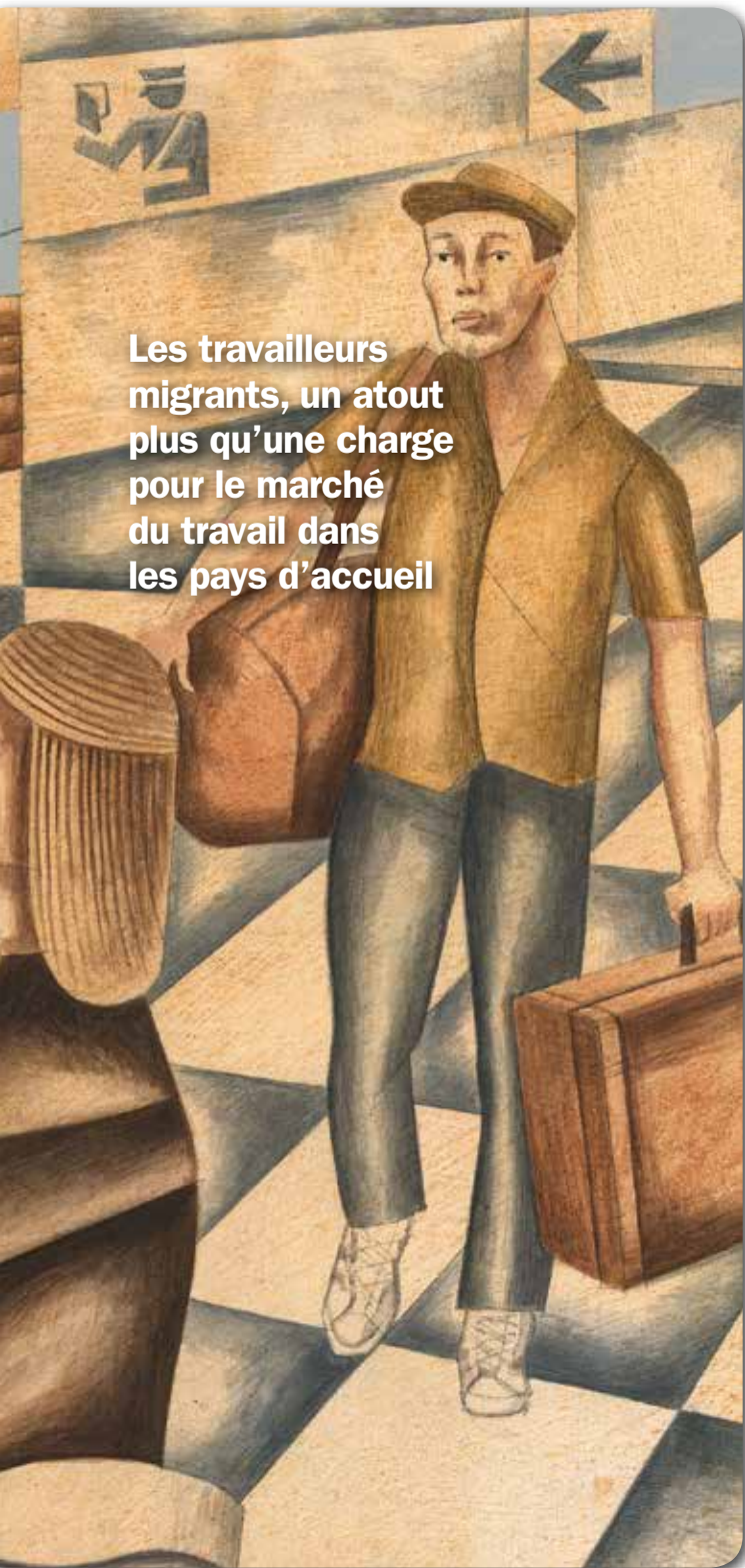


# Un **LONG** chemin vers l'emploi



Les travailleurs migrants, un atout plus qu'une charge pour le marché du travail dans les pays d'accueil

Çağlar Özden

**J**OHN, gestionnaire de fonds spéculatifs à Wall Street, et Juan, ouvrier du bâtiment nicaraguayen, ont un important point commun : tous deux pratiquent l'arbitrage au niveau mondial.

John traque les minuscules écarts de taux d'intérêt à travers le monde, brasse des milliards de dollars en un simple clic et contribue ainsi théoriquement à une allocation plus efficace du capital.

Juan a quitté Masaya pour la Californie afin de profiter lui aussi d'un écart de prix, quoique nettement supérieur : le salaire moyen dans le bâtiment est 11 fois plus élevé en Californie qu'au Nicaragua. Il a dû utiliser l'intégralité des économies de sa famille pour payer les passeurs, et vit dans la peur d'être repéré et renvoyé dans son pays. Pourtant, il est envié par 30 % des Nicaraguayens qui, lors d'une enquête Gallup de 2012, se déclaraient prêts à immigrer si l'occasion se présentait.

John a bénéficié de la récente intégration des marchés de la finance et des produits, tandis que Juan est lui-même le protagoniste d'une histoire qui a bien tourné puisqu'il figure parmi les rares cas d'émigrés qui ont réussi à surmonter les obstacles géographiques, culturels, linguistiques et administratifs qui entravent d'habitude la recherche d'un emploi mieux rémunéré dans un autre pays.

Le manque d'intégration des marchés du travail, principale exception à la mondialisation, explique pourquoi les différences de salaire persistent et la part des immigrés dans la population mondiale reste plutôt stable à quelque 3 % depuis 1960. Il existe de grands écarts de salaires non seulement dans les secteurs à faibles qualifications, comme le BTP et l'agriculture, mais aussi dans beaucoup de professions à qualifications supérieures (OIT, 2012/13). Les infirmières gagnent sept fois plus en Australie qu'aux Philippines, les comptables six fois plus au Royaume-Uni qu'à Sri Lanka et les médecins cinq fois plus aux États-Unis qu'en Égypte, en parité de pouvoir d'achat.

## Perceptions

La faiblesse des migrations à l'échelle mondiale et l'importance des écarts de salaires entre les pays d'origine et d'accueil laissent penser que les marchés du travail nationaux sont relativement fermés et que les migrations ont un effet minimal sur les salaires.

Mais ce n'est pas ce que ressentent les populations. Dans les pays à revenu élevé membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), beaucoup considèrent l'immigration comme le plus grave problème actuel et rendent les immigrés comme Juan responsables de la baisse des salaires et de la montée du chômage.

Dans quelle mesure ces impressions sont-elles justifiées? Le débat sur les migrations est dominé par l'incompréhension et l'ignorance. Selon des enquêtes d'opinion d'IPSOS Mori (Duffy et Frere-Smith, 2014), les Britanniques pensent que les immigrés représentent 24 % de la population, alors que le chiffre



réel est 13 %. L'écart est encore plus grand aux États-Unis (32 % contre 13 %), en France (28 % contre 10 %) et en Espagne (24 % contre 12 %). Cette perception biaisée influe sur les opinions liées à l'immigration.

## Mouvements migratoires

Il faut examiner l'évolution réelle des flux migratoires avant d'évoquer leur incidence sur l'emploi. De 1960 à 2010, le nombre de migrants est passé de 90 à 215 millions, soit un pourcentage inchangé de quelque 3 % de la population mondiale. Les deux tiers de l'augmentation s'expliquent par les migrations vers l'Europe occidentale et les États-Unis. Le reste est imputable à une mobilité accrue entre les pays de l'ancienne Union soviétique, au fait que les pays du golfe Persique riches en pétrole sont devenus d'importantes destinations, à une accélération au sein de l'Afrique et aux départs vers l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Plusieurs pays à revenu intermédiaire en croissance rapide, comme l'Afrique du Sud, la Malaisie et la Turquie, sont devenus des destinations régionales tant pour les réfugiés que pour les chercheurs d'emplois.

Le développement des migrations Sud-Nord est le trait dominant depuis 50 ans. Des données diffusées récemment par l'OCDE et la Banque mondiale révèlent des tendances intéressantes des migrations vers les pays de l'OCDE, sur lesquelles se concentre le débat relatif aux liens entre migration et marché du travail. Il y avait 113 millions d'immigrés dans les pays de l'OCDE en 2010, 38 % de plus qu'en 2000, soit 11 % de la population de l'OCDE, chiffre nettement supérieur à la moyenne mondiale, ce qui peut expliquer l'inquiétude de ces pays. Les migrations au sein de l'OCDE représentent 40 % environ du total, le reste des immigrants venant d'Amérique latine (26 %), d'Asie (24 %) et d'Afrique (10 %).

L'incidence de l'immigration sur le marché du travail est surtout déterminée par le degré de qualification. Dans les pays de l'OCDE, les immigrants se divisent à peu près également en trois niveaux d'éducation : tertiaire (30 %), secondaire (36 %) et primaire (34 %). Par rapport aux nationaux, il y a surreprésentation du niveau tertiaire (23 % chez les nationaux), mais sous-représentation du secondaire (41 % chez les nationaux).

Les chiffres varient énormément selon les pays de l'OCDE, ce qui rend toute généralisation difficile et périlleuse. En Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Suisse, les immigrants comptent pour plus de 25 % de la population, alors que le pourcentage est insignifiant au Japon (1 %). En Australie, au Canada, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, les immigrants sont plus instruits et constituent 70 % du total de ceux de niveau tertiaire présents dans les pays de l'OCDE (voir graphique).

Les mouvements migratoires ne sont pas fortuits, mais réagissent à des facteurs agissant dans l'une ou l'autre direction. Tant qu'il existera de gros écarts de salaires, des millions de Juan risqueront leur vie en escaladant des murs bien gardés, traversant des fleuves à la nage et s'aventurant en haute mer pour rejoindre les pays à revenu élevé. L'analyse économique doit tenir compte de l'interaction des migrations et de la situation des marchés du travail locaux (voir Borjas, 2014, pour une excellente revue des travaux de recherche).

## Conséquences pour l'emploi

Les migrations créent-elles ou détruisent-elles des emplois? Cette question vise généralement les emplois *des* ressortissants nationaux, et non l'emploi global dans le pays. Plus de 60 % des électeurs au Royaume-Uni et aux États-Unis, 50 % en Espagne et en Italie, 40 % en France et en Allemagne pensent que les immigrants prennent des emplois aux nationaux. Pas étonnant que la classe politique soit plus hostile à l'immigration depuis une dizaine d'années, la crise financière ayant durement touché les marchés du travail des pays de l'OCDE.

Politique et impressions mises à part, le débat fait rage parmi les chercheurs. Les chiffres révèlent toutefois des effets relativement faibles sur les salaires et l'emploi. Ainsi, selon l'étude fréquemment citée d'Ottaviano et Peri (2008), de 1990 à 2006, l'immigration a fait *augmenter* en moyenne de 0,6 % les salaires des nationaux aux États-Unis. En revanche, Borjas et Katz (2007) concluent à un effet proche de zéro. Dans les deux cas, l'incidence de l'immigration sur les salaires est minime et cela vaut aussi pour les pays de l'Union européenne (UE). Par exemple, Docquier, Peri et Özden (2014) trouvent que l'effet moyen des nouveaux immigrants (arrivés entre 1990 et 2000) a été une hausse de 0,3 % en Allemagne et en France, de 0,8 % au Royaume-Uni et d'un pourcentage intermédiaire dans la plupart des autres pays de l'UE. Même l'économiste d'Oxford Paul Collier, l'un des plus critiques à l'égard de l'immigration, reconnaît des effets légèrement positifs sur les marchés du travail des pays occidentaux et ne motive son opposition que par des arguments de diversité culturelle et de cohésion.

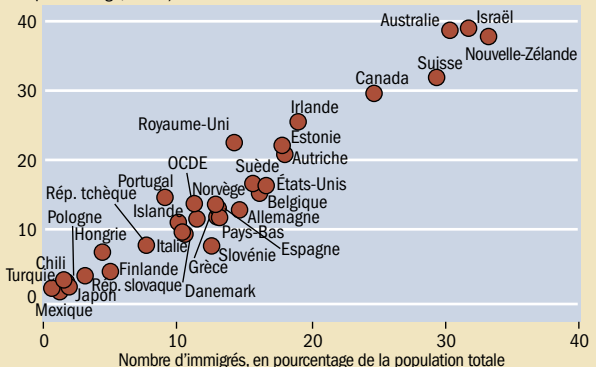
Ces analyses sont instructives, mais ont aussi leurs limites. D'abord, il s'agit de *moyennes*, qui risquent donc d'occulter les effets hétérogènes sur la société. Certaines catégories sont perdantes, par exemple les travailleurs masculins âgés et relativement moins instruits, qui ne peuvent faire face à la concurrence et ont peu d'espoir d'acquiescer de nouvelles qualifications.

Ensuite, il est possible que beaucoup de ces travailleurs *sortent* de la population active plutôt que d'accepter une baisse de salaire,

### La promotion par le départ

Dans les pays de l'OCDE, la proportion des immigrants dans la population totale et dans la population de diplômés de l'enseignement supérieur est très variable.

(part des immigrants dans la population de niveau d'éducation tertiaire, en pourcentage, 2010)



Source : Banque mondiale-Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), base de données sur les immigrants dans les pays de l'OCDE.



préférant une retraite anticipée, une pension d'invalidité ou des allocations de chômage. Ces conséquences n'apparaissent pas dans les chiffres si l'analyse ne tient pas compte de cette forme de chômage semi-volontaire et n'appréhende que les salaires des personnes employées. Enfin, il s'agit surtout d'études globales qui ignorent les différences sectorielles.

De nombreuses professions sont maintenant dominées par des immigrés qui acceptent d'être moins bien rémunérés que les nationaux. Il peut donc y avoir peu d'effet sur l'ensemble des diplômés du secondaire, mais un très grand effet sur la sous-catégorie des opérateurs de machines, par exemple.

La plupart des économistes spécialisés conviennent que l'immigration n'est pas le principal responsable des difficultés récentes des travailleurs âgés et peu éduqués. L'innovation technologique, les délocalisations, l'instabilité financière, la rigidité des marchés du travail et l'évolution démographique sont plus déterminantes. Mais les immigrés constituent pour les politiques et la population des boucs émissaires plus visibles et commodes.

### Effets dynamiques

Alors que la plupart des études les plus citées constatent un effet *moyen* minime de l'immigration sur les marchés du travail, de récents travaux suivent une démarche plus vaste. Ils s'intéressent aux effets dynamiques qui modifient les structures et les comportements sur les marchés du travail. Ils cherchent à savoir comment les immigrés s'adaptent à leurs destinations, s'ils complètent ou remplacent les qualifications des nationaux, la nature des emplois qu'ils prennent et, surtout, les réactions des nationaux sur le plan de la sélection de l'emploi, des décisions en matière d'éducation et des autres choix liés au travail. Ces aspects ont des conséquences à long terme et doivent être analysés de près.

Les États-Unis constituent un laboratoire d'étude utile des effets dynamiques. Les immigrés y représentent 16 % de la population active, mais sont concentrés dans certaines professions. Ainsi, ils occupent 60 % des emplois liés aux BTP et représentent la majorité des travailleurs agricoles et des bouchers. À l'autre bout de l'éventail, plus d'un tiers des biologistes, physiciens, mathématiciens, médecins et économistes sont aussi nés à l'étranger. Le fait que ces ratios augmentent progressivement depuis dix ans montre que les immigrés se sont déjà spécialisés aux deux extrémités de la hiérarchie des qualifications. Il s'agit aussi des métiers dans lesquels il semble y avoir pénurie de nationaux. Les besoins des États-Unis en médecins, scientifiques et ingénieurs comme en ouvriers du bâtiment, travailleurs agricoles et femmes de ménage dépassent l'offre nationale *au niveau actuel des salaires*.

Il est concevable que certains nationaux, surtout dans les activités peu qualifiées, réagissent en abandonnant la vie active et en profitant des généreuses allocations de chômage. Ou, comme le soutient, dans nombre de ses articles, Giovanni Peri, de l'université de Californie à Davis, les immigrés pourraient pousser les nationaux vers des tâches plus complexes en les évinçant des emplois manuels de routine (voir «Travail et technologie» dans ce numéro de *F&D*). Cette promotion, facteur de hausse de la productivité et des salaires, prévaut dans les pays ayant

une législation du travail plus souple, comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Le redéploiement peut aussi concerner les travailleurs diplômés du supérieur. Les immigrants diplômés du tertiaire ont tendance à choisir des emplois à haute qualification quantitative et analytique. Lorsque la part des travailleurs nés à l'étranger augmente, les nationaux à niveau d'éducation similaire choisissent de nouveaux emplois moins analytiques, mais plus axés sur la communication et la gestion.

La complémentarité entre travailleurs immigrés et locaux s'observe aussi ailleurs. Dans une des rares études d'un pays à revenu intermédiaire accueillant des immigrés, Mathis Wagner, du Boston College, et moi-même constatons que l'arrivée en Malaisie d'Indonésiens et de Philippins peu qualifiés a bouleversé le marché du travail. De 1990 à 2010, l'excellent programme d'éducation malaisien a fait passer de 50 à 80 % la proportion de jeunes ayant au moins une formation secondaire. La pénurie consécutive de travailleurs peu qualifiés a été comblée par les immigrés, employés en grand nombre dans les BTP, les plantations et l'industrie d'exportation «low-tech». Les jeunes Malaisiens de niveau secondaire les ont encadrés. L'arrivée de dix travailleurs immigrés a créé près de sept emplois à qualification moyenne pour les nationaux. En l'absence d'immigration, les récents diplômés du secondaire n'auraient pas trouvé des emplois correspondant à leur formation. Plus important encore : l'abondance d'immigrés non qualifiés a incité les jeunes Malaisiens à investir dans l'éducation pour se démarquer et tirer parti de la complémentarité des compétences.

Cette complémentarité influe sur la décision des femmes d'entrer ou non sur le marché du travail. Sachant que dans de nombreux pays les femmes assurent l'essentiel des responsabilités ménagères, cette décision implique des choix plus complexes que pour les hommes. Beaucoup, notamment parmi les plus éduquées, choisissent de travailler à temps partiel ou pas du tout. L'arrivée d'immigrées peu qualifiées disposées à fournir des services ménagers à moindre prix peut radicalement modifier leurs décisions. Patricia Cortes, de l'université de Boston, et ses collègues montrent que les domestiques étrangères ont fait augmenter le niveau d'emploi des jeunes mères et des femmes éduquées aux États-Unis et dans la RAS de Hong Kong. Comme les femmes représentent plus de la moitié des étudiants universitaires de nombreux pays, y compris 32 membres de l'OCDE, cet effet de création d'emplois peut être très important pour la prospérité économique à long terme.

Le monde du football, probablement le marché du travail le plus intégré, est un autre exemple de complémentarité (voir «Planète football», dans *F&D* de mars 2014). L'été dernier, lorsque les 736 meilleurs joueurs mondiaux ont convergé vers le Brésil pour la Coupe du monde, ils représentaient 32 équipes nationales. Or, près de la moitié de ces vedettes jouent dans les championnats allemand, anglais, espagnol et italien. Seuls 6 des 92 joueurs africains jouent dans leurs pays.

Dans les laboratoires de recherche, les universités et les entreprises «high-tech», les travailleurs qualifiés se complètent les uns les autres. Le regroupement de compétences améliore la productivité et développe l'activité économique. Le Real Madrid, Google, le Philharmonique de New York et Hollywood, qui bénéficient tous de ce phénomène, sont devenus des marques mondiales offrant des produits de qualité supérieure. C'est notamment grâce à ces répercussions que nous constatons moins d'opposition aux mi-

grations parmi les plus qualifiés qui voient bien que leur propre productivité augmente quand ils travaillent avec leurs semblables.

### Les gagnants et les perdants

Nous avons vu jusqu'ici en quoi l'immigration crée des emplois, notamment par complémentarité entre nationaux et immigrés. L'effet global tend à être positif et manifestement pas aussi préjudiciable que l'opinion publique le pense généralement. Les immigrés prennent des emplois que les nationaux ne peuvent ou ne veulent pas exercer. Cela va du professeur d'ingénierie au cueilleur de fruits, du gestionnaire de fonds spéculatifs à l'ouvrier du bâtiment.

Mais, comme pour toute activité économique, il y a des perdants. Un joueur espagnol a dû abandonner le Real Madrid à l'arrivée de Cristiano Ronaldo. Certains travailleurs du bâtiment malaisiens n'ayant qu'une formation primaire ne pouvaient pas concurrencer les Philippins et étaient trop vieux pour acquérir de nouvelles qualifications. Aux États-Unis, de nombreuses gardiennes d'enfants ont perdu leur emploi au profit d'immigrées mexicaines acceptant des salaires inférieurs.

La population est convaincue que l'immigration fait disparaître des emplois, car chacun voit les suppressions, en particulier ceux qui sont directement touchés. Les effets de création d'emplois sont moins évidents. Le contremaître malaisien du travailleur indonésien et la femme d'affaires américaine qui peut rester tard au bureau parce qu'elle a une bonne baby-sitter étrangère pensent rarement qu'ils doivent emploi et salaire à un immigré.

Les marchés du travail sont complexes. L'immigration réagit le plus souvent à l'offre et à la demande, mais la manière dont les immigrés influent sur le marché du travail en augmente encore la complexité. Les gains semblant supérieurs aux pertes, un économiste recommandera simplement des politiques qui *dédommagent* les perdants en imposant les gains des gagnants.

Les immigrés créent d'importantes complémentarités de qualification qu'il convient d'encourager. C'est surtout vrai pour les plus qualifiés — universitaires, ingénieurs, acteurs de cinéma, sportifs ou même dirigeants d'entreprises. Aucun pays ne devrait continger l'immigration de personnes très qualifiées. Au contraire, chaque titulaire d'un doctorat devrait arriver avec une carte de résident permanent. Au lieu de fixer des quotas, les gouvernements peuvent prélever des «redevances administratives» que les employeurs sont trop heureux d'acquitter en contrepartie d'un assouplissement des procédures.

Presque toutes les études passent sous silence le plus grand avantage des migrations : des produits moins chers pour le consommateur. Nos maisons sont nettoyées à moindre coût, nous avons plus de médecins et nous payons moins cher les laitues cueillies par des travailleurs immigrés. L'incidence de l'immigration sur nos achats quotidiens n'est pas observable et les économistes ne peuvent la calculer facilement. Mais ces avantages sont réels et dépassent tout autre effet. On ne peut ni juridiquement, ni pratiquement imposer une taxe spéciale sur la laitue ou sur une visite de médecin au seul motif qu'il y a intervention d'un immigré. Mais il est possible de taxer l'emploi des immigrés. C'est l'idée qui inspire les politiques élaborées de gestion de l'immigration de pays comme l'Arabie saoudite et Singapour. Un visa de travail comprend un droit à la charge

de l'employeur, basé sur le niveau de qualification et l'emploi de l'immigré, la taille de l'entreprise et le secteur ainsi que sur la situation du marché du travail au moment de sa délivrance. Ce droit est ajusté en fonction des évolutions et il y a remontée permanente d'informations provenant des employeurs, des syndicats et des chercheurs. Ce système est identique au paiement d'un droit de douane à la frontière par l'importateur d'un bien. Conjugué à de sévères sanctions en cas de fraude, il peut réduire l'emploi informel d'immigrés sans papiers et générer des recettes.

La substitution d'immigrés aux nationaux est plus visible et préjudiciable. Des marchés du travail flexibles, comme ceux du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, semblent mieux à même d'en gérer les effets négatifs, mais il faut aider les gens qui perdent leur emploi. C'est ici qu'interviennent les taxes précitées. Les politiques de dédommagement prennent de nombreuses formes — assurance chômage ou aides à la formation. Mais la mesure la plus importante consiste à encourager les travailleurs, en particulier les jeunes, à acquérir par l'éducation des compétences nouvelles, supérieures et complémentaires.

Les politiques d'immigration manquent de subtilité et d'efficacité. Les Trésors et les banques centrales sont dirigés par des économistes, mais, dans la plupart des pays, ils sont tenus à l'écart quand il s'agit d'immigration. La sécurité nationale et les préoccupations juridiques dominent les débats et les bureaucraties : la gestion de l'immigration relève souvent du ministère de l'intérieur ou de la sécurité nationale. Résidence, permis de travail et nationalité sont accordés selon des principes juridiques ou politiques sans que l'on tienne compte de la situation économique. En intégrant un minimum de critères économiques aux procédures, les systèmes en vigueur en Australie, au Canada et à Singapour sont devenus immédiatement très efficaces. Les États-Unis et l'Europe ont beaucoup à en apprendre.

La meilleure politique ne consiste pas à rendre les frontières plus étanches pour arrêter les immigrés comme Juan, mais à laisser entrer Juan (et John), et trouver le moyen de taxer une partie du gain économique qu'il génère pour former les travailleurs qu'il remplace. Plus facile à dire qu'à faire, mais le jeu en vaut la chandelle. ■

*Çağlar Özden est économiste principal au Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale.*

---

#### Bibliographie :

- Borjas, George, 2014, *Immigration Economics* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press).
- , and Lawrence Katz, 2007, "The Evolution of the Mexican-Born Workforce in the United States," in *Mexican Immigration to the United States*, ed. by George J. Borjas (Chicago: University of Chicago Press).
- Docquier, Frederic, Giovanni Peri, and Çağlar Özden, 2014, "The Labor Market Impact of Immigration and Emigration in OECD Countries," *Economic Journal*, Vol. 124, p. 1106–1145.
- Duffy, Bobby, and Tom Frere-Smith, 2014, *Perceptions and Reality: Public Attitudes to Migration*, IPSOS Mori Social Research Institute (London).
- Organisation internationale du travail (OIT), 2012/13, *Rapport mondial sur les salaires* (Genève).
- Ottaviano, Gianmarco, and Giovanni Peri, 2008, "Rethinking the Effect of Immigration on Wages," *Journal of the European Economic Association*, Vol. 10, p. 152–97.